

GITPA

Évènements politiques en 2020

Année sans pitié pour les locataires passés et présents du palais présidentiel de Koulouba, au Mali. Deux ex présidents sont décédés, l'ancien dictateur Moussa Traoré le 15 septembre 2020, puis son tombeur, le père de la démocratie, Amadou Toumani Touré, le 10 novembre, et un chef d'État en exercice, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), a été renversé par une junte le 18 août. Depuis son indépendance, le Mali n'a jamais ménagé ses dirigeants. Désormais, seul Alpha Oumar Konaré, au pouvoir entre 1992 et 2002, peut se targuer d'avoir remis sans contrainte les clés de la présidence à son successeur.

La chute d'IBK et l'arrivée au pouvoir d'un quintet de colonels avec à sa tête le très secret Assimi Goïta n'a pris que quelques heures, mais elle résulte d'un long processus de pourrissement. Depuis son élection triomphale en 2013, suivi d'une confortable réélection en 2018, le président Keïta n'est jamais arrivé à mettre en œuvre sa prouesse de restaurer l'autorité de l'État malien sur l'ensemble du territoire. Pire alors que le nord du pays demeure largement sous l'influence des groupes autonomistes touareg et arabes et des djihadistes affiliés à Al-Qaïda, sa présidence a été marquée par un effondrement total du centre du pays. Cette zone fertile et bien plus peuplée que les étendues désertiques du septentrion malien est devenue une terre de massacres où sévissent de milice d'autodéfense communautaire et des islamistes combattant sous la bannière d'Al-Qaïda ou de l'organisation État islamique au Grand-Sahara (EIGS).

En dépit de l'assistance internationale dont elles ont bénéficié et de l'adoption en 2015, d'une loi d'orientation et de programmation militaire de près de 2 milliards d'euros, les Forces armées maliennes (FAMA) ne se sont jamais comportés comme un acteur équidistant dans les luttes entre les communautés et n'ont jamais été en mesure de freiner la progression des djihadistes. Victimes de la corruption de leurs officiers supérieurs et de dirigeants politiques, les soldats n'ont cessés de voir leur rangs décimés par les attaques d'islamistes armés.

Dans ce contexte de déliquescence et d'économie en berne, les élections législatives, organisées en mars et avril 2020, ont servi de détonateur, marquées tout d'abord par l'enlèvement en pleine campagne du chef de file de l'opposition Soumaïla Cissé - relâché le 9 octobre avec la française Sophie Pétronin et deux otages italiens contre plus de 200 prisonniers djihadiste et une importante rançon avant de décéder le 25 décembre du COVID 19 -, ces élections ont vu leurs résultats contestés par l'opposition. Le pouvoir est accusé de les avoir inversés au bénéfice de plusieurs de ses candidats et, le 5 juin, la contestation déborde dans la rue. Derrière une alliance hétéroclite d'opposants, rassemblés par la volonté de déboulonner le régime, a émergé la figure de Mahmoud Docko, imam wahhabite et sûrement l'un des plus habile politique que compte le Mali. La répression des manifestations, les 10 et 11 juillet, qui a fait 18 morts et 150 blessés selon les Nations unies, a durci la contestation.

Le 18 août, alors que d'autres tentatives de putsch avaient précédemment été étouffées dans l'œuf, cinq colonels peu connus du grand public sont passés à l'acte. IBK, son premier ministre, Boubou Cissé et une partie de la nomenclature militaire sont arrêtés. Le président démissionne dans la nuit qui suit et, sous la pression diplomatique, la junte au pouvoir fait rapidement nommer un colonel major à la retraite, Bah N'Daw, à la tête de la transition qui, promet-on, ne durera pas plus de 18 mois.

L'armée française sera-t-elle encore présente au Mali à cette échéance ? Probablement pas dans le format actuel de l'opération « Barkhane », où plus de 5000 soldats sont déployés sur 5 pays du Sahel. Après avoir, à partir de janvier 2020, concentré leurs actions sur l'EIGS, les militaires français ont poursuivi leurs opérations de « neutralisation » des chefs djihadistes et d'« affaiblissement » des « groupes armés terroristes ». Les dirigeants maliens, eux, plaident désormais pour une négociation avec « les groupes armés ». Une pomme se discorde entre Paris et Bamako qui pourrait aussi permettre à l'armée française d'entamer un début de sortie du Mali.

Source : **Cyril Bensinom** pour Le Monde Hors-Série Édition 2021

Le GITPA n'ayant pu obtenir, pour des raisons de confidentialité, une contribution pour 2020 de son réseau d'experts pour le Sahel, a utilisé l'article du dossier Le Monde pour informer sur le contexte politique du Mali en 2020.